



Le 26/11/2024

141 Avenue du Maine
75014 Paris

Communiqué de Presse

NON à la privatisation de 60 millions de consommateurs

4 mois seulement après un arbitrage adopté suite à de nombreux échanges permettant un rebond de l'Institut National de la Consommation (INC) et de sa revue "60 Millions de Consommateurs", nous sommes stupéfaits d'une décision bâclée le remettant en cause, et créant un trouble profond chez les organisations de consommateurs, les citoyens et le personnel de l'INC, informés par de nombreux médias.

Le gouvernement décide en effet de privatiser la revue "60 Millions de Consommateurs", bel exemple du service public, nécessitant une totale indépendance vis-à-vis des entreprises et des marques. Cette décision dangereuse et très aléatoire ne pourrait se réaliser sans une loi, difficile à faire adopter dans la situation politique chaotique de la période actuelle. L'Etat-vendeur envisage même de payer l'acheteur pour se débarrasser d'un magazine de service public. Nous nous y opposons totalement et demandons le retour à l'arbitrage de mai 2024, solution viable et pérenne permettant de remplir l'ensemble des missions que la loi a fixé à l'INC.

Pour défendre les consommateurs et leurs organisations, pour informer de manière impartiale, pour développer ce bel établissement public de l'INC, nous refusons cette privatisation improvisée.

Signataires : ADEIC (Association de Défense et d'Information des Consommateurs) - AFOC (Association Force Ouvrière Consommateurs) - AFL (Associations Familiales Laïques) - Indecosa-CGT - CLCV (Confédération Logement Cadre de Vie) – CGL (Confédération Générale du Logement) – CNL (Confédération Nationale du Logement) - CSF (Confédération Syndicale des Familles) - Familles de France – Léo Lagrange - ULCC (Union Laïque et Citoyenne des Consommateurs).



Contact presse : Jessica VIÉ - 07.88.07.57.22